

Paris, le 15 mars 2016

Banques européennes : des raisons de s'inquiéter ?

Malgré une cure intensive de réformes depuis 2007, le secteur bancaire européen cristallise toujours les inquiétudes. A tel point que l'hypothèse d'une nouvelle crise sectorielle structurelle refait surface. L'enjeu clé reste cependant l'insuffisante rentabilité du secteur ... et le défi de taille à relever est celui de la révolution digitale.

Début 2016, la situation des banques européennes n'est en rien comparable avec celle de 2007. Suite à une vague de réformes sans précédent, le secteur affiche aujourd'hui une solvabilité robuste. Les normes mises en œuvre depuis 2007 pour renforcer la qualité et la quantité de capital réglementaire, censées être mises en œuvre en totalité en 2019, sont même appliquées dès à présent par la majorité des banques européennes. Elles ont aussi retrouvé une excellente liquidité, et bénéficie des effets positifs en la matière des politiques non conventionnelles des grandes banques centrales. Plus solvables, très liquides, les banques européennes sont également mieux supervisées. La BCE, désormais superviseur unique en zone euro, jouit d'une crédibilité, d'une fiabilité et d'une rigueur réelle et reconnue. Par ailleurs, la revue des bilans menée en 2007 a permis de mettre à niveau les provisions des principales banques du secteur.

Bien que plus solide, le secteur bancaire européen fait pourtant toujours l'objet de défiance, à tel point que le spectre d'une nouvelle crise structurelle hante de nouveau les esprits.

Une réglementation devenue anxiogène

La cure réglementaire imposée aux banques européennes alimente précisément cette défiance. Les perspectives d'un durcissement, avec l'approfondissement de « Bâle 3 » et l'impact de la nouvelle norme comptable IFRS9, mais aussi l'accroissement récent du ratio de solvabilité moyen exigé par la BCE, font craindre une asphyxie réglementaire. De fait, malgré un renforcement massif de leur solvabilité depuis 2007, certaines banques européennes ne pourront répondre à ces nouvelles exigences qu'à horizon 2016-18. Ce durcissement réglementaire induit aussi des incertitudes sur les dividendes attendus. Par ailleurs, avec la fin du « too big to fail », les moindres tensions financières ou économiques génèrent une défiance accrue envers les acteurs les plus fragiles.

GROUPAMA ASSET MANAGEMENT, Gestionnaire Activement Responsable

Acteur de référence en France auprès des investisseurs institutionnels avec 91.8 Md€ d'actifs (au 31/12/15), Groupama Asset Management figure aujourd'hui au 9ème rang des sociétés françaises de gestion d'actifs françaises. Filiale de Groupama, 1ère mutuelle d'assurance en France, elle permet à sa clientèle d'investisseurs professionnels de bénéficier de sa gestion activement responsable multi expertises : un mode de gestion long terme, résolument active, s'appuyant sur une forte capacité de recherche.

A quoi s'ajoute un sentiment de confusion en raison de l'ultra technicité de ces réglementations, le plus souvent résumées par une batterie d'acronymes que seuls les experts décryptent.

De nouveaux facteurs d'incertitudes

A ce sentiment d'opacité et de complexité sectorielle persistante est venu s'ajouter récemment le spectre d'une nouvelle crise économique et financière.

Or si selon nos scénarii macro-économiques, la croissance mondiale se situe durablement autour de 3%*, les craintes conjoncturelles actuelles semblent excessives. La reprise, même modeste, est en marche en zone euro et devrait se confirmer cette année avec une croissance de l'ordre de 1,5%*. Des risques spécifiques liés aux expositions des activités de banque de financement à la dette « high yield » américaine, mais aussi à celle du secteur pétrolier et des pays émergents, sont également apparus. Bien sûr, une certaine vigilance s'impose. Mais ces risques nous paraissent gérables par la majorité des acteurs européens, et sans commune mesure avec le choc des « subprimes » en 2007.

Une rentabilité structurellement réduite

Au-delà de ces facteurs de défiance, l'enjeu clé pour les banques européennes reste leur rentabilité. La croissance de leurs résultats en 2015 ne doit pas occulter la baisse sensible et durable de leur rentabilité depuis 10 ans, qui, exprimée par le ROE, oscille en moyenne depuis 2012 autour de 8%** contre plus de 15%** avant 2007. Conséquence directe des nouvelles normes réglementaires sur les exigences de fonds propres et sur la réduction des activités de trading à risque mais aussi des nouvelles taxes bancaires, cette baisse de la rentabilité est structurelle. Désormais inférieure au coût du capital, cette moindre rentabilité remet en cause le business model des banques européennes. Mais ce changement de paradigme réglementaire n'est pas l'unique source de pression durable.

Le casse-tête des taux bas voire négatifs

La politique de la BCE pèse aussi sur la rentabilité des banques européennes. Certes, Mario Draghi a clairement signalé ce 10 mars que la BCE n'avait pas pour intention de diminuer davantage les taux d'intérêt à l'avenir, et a annoncé la mise en place d'un nouveau programme TLTRO qui permettra de compenser partiellement l'impact pour les banques de l'évolution des taux. Mais leur baisse historique, à désormais 0% sur le taux de refinancement et -0,4% sur le taux de dépôts, pèse sur la marge que réalisent les banques dans leur « cœur de métier », le crédit. Transférer la facture de la baisse des taux aux dépôts étant très délicat, tout particulièrement pour la clientèle de détail, les banques doivent trouver d'autres solutions pour soutenir leur rentabilité, notamment ajuster leur base de coûts ou favoriser des opérations de fusion entre acteurs locaux dans des pays où le marché est encore peu concentré.

GROUPAMA ASSET MANAGEMENT, Gestionnaire Activement Responsable

Le défi de la révolution digitale

Bousculées par les réformes réglementaires et la politique de la BCE, les banques européennes doivent parallèlement relever un autre défi majeur : la révolution digitale. Challengees sur tous leurs métiers par de nouveaux entrants plus avancés technologiquement et maîtrisant les codes du Big Data, les banques n'ont d'autre choix que d'engager une « révolution culturelle » en faisant de la relation client la pierre angulaire de leur stratégie. Pour s'emparer à leur tour du Big Data, elles doivent investir pour simplifier et refondre leurs systèmes informatiques, mais aussi mobiliser l'ensemble des collaborateurs et recruter de nouveaux talents. Car, au-delà de la menace que représenterait à horizon 2020 la révolution digitale pour les revenus bancaires (près d'un tiers*** pourraient être à risque), c'est aussi une source d'opportunité potentielle (potentiellement un quart*** de revenus nouveaux) si elles réussissent à relever le défi.

Les banques européennes n'ont donc d'autre choix que de se réinventer pour relever les défis de ces changements de paradigme tout en prenant leur part dans les défis sociétaux et climatiques, tel le financement de la transition énergétique. Ainsi, bien que s'étant déjà profondément transformées depuis la crise des subprimes pour répondre au changement de paradigme réglementaire, les banques ne doivent pas relâcher leurs efforts et agir ... *sans plus tarder*

* estimations de Groupama AM

** source Groupama AM sur la base des données Datastream de l'indice Stoxx Banques SX7P

*** source Accenture, étude réalisée sur 20 banques nordiques

Contacts presse

Groupama Asset Management

Marie Sirand-Pugnet - Tél. +33 (0)1 44 56 58 67 - msirandpugnet@groupama-am.fr
Karine Vitre-Duret - Tél. +33 (0)1 44 56 58 00 - kvitre-duret@groupama-am.fr

Agence SHAN

Myriam Dayan - Tél. +33 (0)1 44 50 51 72 - myriam.dayan@shan.fr
Bérengère Savelli - Tél. +33 (0)1 44 50 58 73 - berengere.savelli@shan.fr

GROUPAMA ASSET MANAGEMENT, Gestionnaire Activement Responsable

Acteur de référence en France auprès des investisseurs institutionnels avec 91.8 Md€ d'actifs (au 31/12/15), Groupama Asset Management figure aujourd'hui au 9ème rang des sociétés françaises de gestion d'actifs françaises. Filiale de Groupama, 1ère mutuelle d'assurance en France, elle permet à sa clientèle d'investisseurs professionnels de bénéficier de sa gestion activement responsable multi expertises : un mode de gestion long terme, résolument active, s'appuyant sur une forte capacité de recherche.